



Avec une rémunération tombée à 1,70% le 1^{er} août, le Livret A n'est plus le refuge qu'il était. Ces nouvelles conditions imposent de revoir sa stratégie patrimoniale. Livrets bancaires, comptes à terme, assurance vie, fonds à échéance : quelles solutions privilégier pour dynamiser vos placements ?

Depuis le 1^{er} août, le taux du Livret A a été abaissé à 1,70%. La chute est brutale puisque ce placement réglementé - garanti, sans frais et défiscalisé - rapportait encore 3% en janvier. « Il faut remonter au 1^{er} mai 2009 pour avoir une baisse supérieure », souligne le Cercle de l'Épargne. Cette nouvelle révision, après celle du 1^{er} février dernier à 2,40%, s'explique par le recul de l'inflation et des taux d'intérêt de court terme, deux indicateurs qui entrent en ligne de compte dans la formule de calcul permettant d'établir la rémunération de ce produit d'épargne.

Dans ce contexte, les Français ont largement adapté leur comportement en réduisant drastiquement leurs versements sur ce support : sur les cinq premiers mois de l'année, la collecte nette s'est élevée à 2,75 milliards d'euros, contre 8,91 milliards d'euros sur la même période l'an passé. Pourtant, dans le même temps, le taux d'épargne est resté élevé,

générant d'importantes liquidités à placer. Quelles solutions peuvent-elles être privilégiées pour faire fructifier cet argent maintenant que le livret préféré des Français est rentré dans le rang ?

FAIRE LA CHASSE AUX PROMOS DES LIVRETS BANCAIRES

Inutile de scruter du côté des autres produits d'épargne réglementée, à l'exception notable du Livret d'épargne populaire (LEP), dont l'ouverture est toutefois soumise à des critères de revenus (*voir encadré*). Le Livret de développement durable et solidaire (LDDS), quant à lui, subit exactement le même sort que le Livret A. Ce n'est guère mieux du côté de l'épargne logement, dont les avantages ont été rabotés au fil des ans. A 1,75% brut et 1,22% net de prélèvements sociaux, le taux du Plan d'épargne logement (PEL) reste maigrichon au regard des contraintes qu'il supporte : obligation de versement, fonds bloqués pendant quatre ans, etc.



Pour essayer d'obtenir mieux, l'épargnant malin pourra partir à la chasse aux livrets bancaires, notamment chez les acteurs de l'épargne en ligne ou les filiales financières de constructeurs automobiles. Certains d'entre eux, désireux d'attirer de nouveaux clients, lancent régulièrement des offres commerciales avec des taux boostés pendant quelques mois. Mais là encore, rares sont les produits qui réussissent à battre le Livret A, car ils subissent un frein notable : leurs gains sont soumis à l'impôt et aux prélèvements sociaux (soit une ponction de 30% au total).

D'autant qu'il faut se montrer méfiant : souvent le taux promotionnel ne dure que deux à trois mois et le taux de base s'avère bien moins convaincant. Ces rémunérations ne sont, en outre, pas garanties dans le temps et peuvent baisser en cours de vie du produit. Les meilleurs d'entre eux permettent actuellement d'obtenir un rendement brut sur douze mois compris entre 2% et 2,5%, soit un revenu net de 1,40% à 1,75%.

LE CAT AVANTAGEUX SI ON N'A PAS BESOIN DE LIQUIDITÉS

Pour chercher un gain supérieur, une autre option consiste à se tourner vers des comptes à terme (CAT). A la différence des livrets, ces supports prévoient une immobilisation des capitaux pendant une durée déterminée à l'avance, allant de quelques mois à plusieurs années. Sans surprise, il faudra accepter de bloquer ses fonds le plus longtemps possible pour obtenir les conditions les plus avantageuses, jusqu'à 2,60% sur cinq ans. En cas de retrait avant la date d'échéance, une pénalité s'applique dans la plupart des cas et le taux est alors significativement réduit.

Il faut donc être certain de n'avoir pas besoin à court ou moyen terme de cette épargne. Un bon point pour ces supports : la rémunération définie

à la souscription est figée pendant toute la durée du placement, ce qui peut être avantageux dans un contexte de baisse des taux d'intérêt. Si quelques acteurs en ligne proposent ce type de placement, il est aussi possible de dénicher des offres compétitives au sein des banques privées.

LIMITER SON ÉPARGNE DE PRÉCAUTION

Quoi qu'il en soit, il sera difficile de trouver un placement doté des mêmes qualités que le Livret A (capital garanti, intérêts définitivement acquis, pas de frais, pas de fiscalité) et assorti d'une rémunération significativement supérieure. Pour obtenir un surcroît de rentabilité, il faudra accepter d'abandonner la garantie en capital et prendre une dose de risque bien calibrée. Cela peut être l'occasion de se pencher sur son organisation patrimoniale afin de rendre au Livret A son rôle originel d'épargne de précaution.

S'il est usuellement conseillé de garder 6 à 12 mois de revenus de côté pour faire face à des dépenses imprévues, mieux vaut chercher des placements plus rentables au-delà. « La baisse du Livret A rappelle l'importance de diversifier son épargne, y compris pour les profils les plus prudents », estime Olivier Herbout, cofondateur de la plateforme de gestion privée Ramify.

L'ASSURANCE VIE POUR ALLIER SÉCURITÉ ET PERFORMANCE

Les options sont multiples. Le plus simple consiste à se tourner vers l'assurance vie, qui donne accès à une large variété de supports d'investissement dans un cadre fiscal favorable. Avantage : on y trouve des placements très dynamiques comme des produits très prudents, dont les fonds en euros. L'an dernier, ce support sécurisé (le capital est

Le LEP, une opportunité à ne pas louper

Dans la galaxie des produits d'épargne réglementée, demandez le Livret d'épargne populaire (LEP). Réservé aux ménages modestes, son accès est limité aux personnes dont le revenu fiscal de référence (RFR) de l'année N-1 ou N-2 ne dépasse pas certains plafonds (22.823 euros pour une personne seule, par exemple). En contrepartie, il bénéficie d'un bonus de rémunération d'au moins 0,50% par rapport au Livret A. Ces dernières années, il a profité d'un coup de pouce de la part du ministère de l'Économie, avec un rendement supérieur à celui prévu par sa formule de calcul. Ce geste est pérennisé : au lieu de tomber à 2,2% le 1^{er} août, le LEP rapporte 2,7%. Son plafond, revu à la hausse en octobre 2023, est de 10.000 euros. Autant d'arguments qui devraient convaincre les 7,5 millions de citoyens éligibles et non encore équipés de franchir le cap.

garanti par l'assureur) a rapporté 2,63% en moyenne l'an dernier, un taux qui est soumis à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux. Mais parmi l'offre pléthorique d'assurance vie, certains contrats ont pu faire bien mieux. Ce fut notamment le cas des nouveaux fonds en euros, lancés au cours des deux dernières années et qui ont affiché des rendements supérieurs à 3%.

DES BONUS ET DES PRODUITS STRUCTURÉS

En outre, bien conscients de la moindre attractivité de l'épargne réglementée, les assureurs sont dans les starting blocks : ils préparent actuellement des offres afin d'inciter les épargnants à alimenter leurs contrats sur les derniers mois de l'année. Cela peut, par exemple, prendre la forme de bonus de rémunération pour les nouveaux versements réalisés sur un fonds en euros. Selon les établissements, il peut être possible d'obtenir jusqu'à 2 ou 2,5 points de rémunération supplémentaire par rapport au taux qui sera servi au titre de 2025, soit 4% à 5% de rendement au total.

De nombreuses compagnies proposent aussi des produits structurés à capital garanti (à l'échéance d'une durée pouvant atteindre jusqu'à 12 ans) en

complément du fonds en euros. On trouve même sur le marché des produits à capital et coupons garantis pour les épargnants les plus frileux.

DES OBLIGATIONS REDEVENUES ATTRACTIVES

Mais l'assurance vie permet aussi d'accéder à d'autres unités de compte qui, sur le long terme, afficheront une rentabilité supérieure, comme les actions, mais aussi l'immobilier ou encore les obligations. Depuis la remontée des taux d'intérêt, ces dernières sont redevenues attractives. En ciblant des titres émis par des entreprises solides sur des échéances courtes, via des fonds à échéance par exemple, il est encore possible de tableer sur un rendement de 4% à 5%.

Mais le maître mot consiste à diversifier ses investissements, c'est-à-dire répartir ses capitaux sur plusieurs catégories d'actifs, et, au sein de chacune d'entre elles, sur plusieurs unités de compte. Pour vous éviter cette tâche fastidieuse, vous pouvez vous tourner vers un professionnel, lequel se chargera, en fonction de votre profil de risque, d'allouer votre épargne à différents supports. Une bonne façon de prendre une dose de risque de façon maîtrisée. ■

Le Livret A, un bon rempart contre l'inflation ?

Sur les trente dernières années, le livret chouchou des Français a plutôt rempli son office en protégeant le pouvoir d'achat des épargnants, à l'exception notable de la période post-Covid.

